

mais qu'il préférerait attendre notre prochaine récolte, dans l'espoir d'obtenir du blé de meilleure qualité.

Je tiens à assurer aux députés que, comme le premier ministre (M. St-Laurent) le disait l'autre jour, le Gouvernement étudie attentivement les mesures que le Canada pourrait prendre pour remédier à la famine qui s'aggrave rapidement dans l'Inde. Nous examinons diverses façons de venir en aide à l'Inde, y compris certaines propositions utiles formulées au cours du présent débat. Nous avons bon espoir de trouver un certain nombre de moyens qui nous permettront de contribuer au soulagement de la famine et de la souffrance dans l'Inde.

Au cours du débat, d'honorables vis-à-vis, et plus particulièrement le député de Vancouver-Quadra, ont parlé de la négligence du Gouvernement à prendre l'initiative en ce qui concerne la conclusion d'un pacte de sécurité du Pacifique semblable au pacte de l'Atlantique-Nord. Je tiens à signaler que l'entente à l'égard du Pacifique, qui donne actuellement lieu à des pourparlers entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et peut-être les Philippines, ne constitue pas un pacte du même genre, et on ne nous a pas demandé de participer à cette entente.

M. Green: Avons-nous demandé la permission d'y participer?

L'hon. M. Pearson: Nous n'avons pas demandé cette permission pour la raison que j'ai déjà donnée à la Chambre. La situation dans le Pacifique n'est pas exactement la même que dans l'autre océan. Elle diffère à bien des points de vue et le fait d'avoir participé au pacte de l'Atlantique n'est pas une raison pour supposer que nous devrions prendre l'initiative en vue de l'élaboration d'un pacte du Pacifique. Ceux qu'intéressent le plus un tel pacte ne croient pas que ce serait à la meilleure façon de procéder. Je songe aux gouvernements qu'intéresse le Pacifique: les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie.

Ils ont décidé de conclure leurs propres accords, conformément aux articles 51 et 52 de la charte des Nations Unies, afin d'assurer la conclusion d'un pacte de garantie et de sécurité mutuelles. Nous sommes grandement en faveur de tels accords qui ne peuvent qu'accroître la sécurité générale. J'assure à la Chambre qu'il n'est pas nécessaire de formuler de telles garanties et que cela n'indique nullement que nous ne comprenons pas la nécessité du maintien de la sécurité de tous dans le Pacifique. Notre participation à la campagne de Corée est une preuve de mon avancé.

[L'hon. M. Pearson.]

A cet égard...

M. Green: Qu'on me permette une question. Pourquoi le Canada ne demande-t-il pas à participer au pacte qui fait l'objet de pourparlers entre les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et peut-être aussi les Philippines?

L'hon. M. Pearson: Nous ne demandons pas de participer aux accords bilatéraux conclus entre deux pays amis. Nous attendons ordinairement d'y être invités. Nous ne participons, ou du moins nous ne demandons à participer, que si nos intérêts immédiats sont en jeu. Il s'agit ici de dispositions visant les pays les plus intéressés. Si l'entente prenait un caractère plus général pour ce qui est du Pacifique, nous verrions, ainsi que je l'ai déjà mentionné à la Chambre, à y accorder le plus grand intérêt.

Je ne saurais mieux faire que de citer les paroles que prononçait ici, cet après-midi, le chef de l'opposition:

Nos obligations quant à la Corée se rapportent uniquement à la Corée. L'un des problèmes principaux qui se présentent dans ce domaine est précisément celui-ci: les mêmes pays peuvent être fermement décidés d'agir avec vigueur en cas d'agression contre toute nation du Pacifique ou de sa périphérie, mais il semble peu probable qu'on en vienne pour le moment, au sujet de l'Asie, à un pacte général qui imposerait des obligations aussi générales que celles qui ont trait à l'Europe.

Qu'on me permette de passer maintenant à de brèves considérations d'ordre plus général qui découlent du débat actuel. Je m'arrête d'abord au député de Broadview (M. Hees) qui, dans le très intéressant discours qu'il a prononcé l'autre soir, a reproché au Gouvernement,—d'autres membres de l'opposition nous ont fait le même reproche après lui,—de n'avoir pas semblé pressentir la gravité que présente la situation actuelle.

Tout ce que je puis dire, c'est que nous répudions cette affirmation. Si j'en avais le temps, il serait facile de démontrer, avec preuves à l'appui, que le Gouvernement saisit la gravité de la situation.

Je ne crois pas non plus devoir accepter l'affirmation portant que la population du Canada n'est pas au fait de la gravité de la menace qui plane sur nous. Pour ma part, j'estime que les écoliers dont nous parlait l'autre soir le député de Broadview ne sont pas représentatifs de la jeunesse canadienne. Il disait en effet, page 2848 du hansard:

C'étaient des garçons qui, aux États-Unis, auraient, je suppose, été assujétis à la conscription. Je voulais donc voir s'ils s'étaient jamais demandé pourquoi nous étions libres de mesures de ce genre, pourquoi ils étaient libres non seulement de la conscription, mais de tout sentiment d'obligation envers leur pays.